



Independent observer
of the Global Fund

GIZ BACKUP Health se concentre sur les systèmes de santé et évolue pour répondre à la demande

Huzeifa Bodal est chef d'équipe au sein du programme mondial BACKUP Health mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. BACKUP Health aide les États et les organisations de la société civile à utiliser efficacement les ressources fournies par les mécanismes de financement mondiaux – le Fonds mondial, Gavi, l'Alliance du vaccin et le Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF) – pour soutenir les systèmes de santé nationaux. BACKUP continuera à se concentrer sur le Fonds mondial et, dans cette phase, prendra les premières mesures pour appliquer ses expériences de travail avec le Fonds mondial aux nouvelles initiatives de santé mondiale (GHIs). BACKUP Health est mandaté par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ).

Un peu d'histoire sur Huzeifa Bodal

Huzeifa Bodal est né au Kenya. Il a étudié la santé internationale, un parcours universitaire et professionnel inspiré par ses années de formation. Il a grandi à Kitui, une petite ville où il a fait l'expérience directe des difficultés d'accès aux soins de santé et a vu comment les membres de sa famille étaient confrontés à des problèmes tels que l'impossibilité de payer les services de santé en raison des frais à la charge des patients. De plus, Kitui étant une région aride, il n'y avait pas d'eau courante là où il vivait.

Il est passionné par les systèmes de santé, la sécurité sanitaire mondiale, les maladies infectieuses, la coopération internationale, l'environnement et le climat.

Près de vingt ans de travail avec BACKUP Health

Huzeifa se décrit comme un bébé de BACKUP Health. À l'âge de 21 ans, il quitte le Kenya pour l'Allemagne afin d'y faire une maîtrise en santé internationale. Après ses études, il a rejoint BACKUP Health en 2003, un an après sa création en 2002 (l'initiative BACKUP a été créée trois mois après le Fonds mondial pour soutenir un certain nombre de processus du Fonds mondial au niveau national). Depuis lors, il a occupé plusieurs fonctions au sein de la GIZ en général et de BACKUP Health, notamment la coordination du programme VIH au Malawi et la direction du programme bilatéral de santé de la GIZ en Zambie. Il a également travaillé au siège de BACKUP Health en Allemagne, où il a récemment dirigé le volet de renforcement des systèmes de santé pendant trois ans. Il a également travaillé dans d'autres institutions, notamment pendant trois ans au bureau régional de la Méditerranée orientale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Égypte.

Huzeifa dirige actuellement un volet de BACKUP Health financé par le Royaume-Uni (UK) par l'intermédiaire du Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO). Ce portefeuille couvre six pays : la République démocratique du Congo, le Mozambique, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe. En août, il s'est installé en Tanzanie.

Huzeifa s'est entretenu avec l'Observateur du Fonds mondial (GFO) des principaux changements dans la phase actuelle du projet BACKUP, qui s'étend de 2020 à 2023, et de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur le soutien technique de BACKUP Health et la mise en œuvre de cette phase.

En mars 2020, BACKUP Health a entamé une nouvelle phase. Pouvez-vous nous parler des changements majeurs de la phase actuelle par rapport à la phase précédente ?

BACKUP Health est un programme de la GIZ qui travaille pour le compte du BMZ, son principal bailleur de fonds depuis 2006. Notre approche a attiré d'autres gouvernements pour cofinancer notre travail : la Suisse a commencé à cofinancer le travail de BACKUP par l'intermédiaire de la Direction du développement et de la coopération en 2013, et plus récemment, en 2020, le Royaume-Uni par l'intermédiaire du FCDO et la France par l'intermédiaire d'Expertise France, ce qui a conduit à une expansion de BACKUP.

Le renforcement des systèmes de santé en relation avec les GHI est devenu le point central de BACKUP. Les axes de travail spécifiques sur la gestion des subventions et les instance de coordination nationale (CCM) n'existent plus. Nous nous efforçons désormais d'aborder ces domaines thématiques dans le cadre de notre mandat général. En ce qui concerne les IHM, nous voulons renforcer la capacité des pays à mettre en œuvre des programmes de manière efficace et à obtenir un impact durable.

Depuis 2003, BACKUP s'est principalement concentré sur le soutien technique au Fonds mondial au niveau national. Cependant, pour cette phase opérationnelle, le BMZ nous a demandé d'étendre notre mandat au-delà du Fonds mondial, pour inclure les processus de Gavi et de GFF au niveau national. Nous voulons appliquer le savoir-faire d'une initiative à d'autres. Selon nous, cela n'a pas de sens de renforcer les systèmes de santé uniquement pour les résultats du Fonds mondial. Vous avez besoin de ces mêmes dénominateurs communs pour réussir dans tout autre type d'investissement. Actuellement, nous examinons les mécanismes de Gavi et du GFF et le paysage de l'assistance technique aux niveaux mondial et national dans nos pays cibles afin de voir comment nous pouvons soutenir au mieux nos partenaires au niveau national.

Dans cette phase, nous avons plus de personnel sur le terrain. Nous voulons mieux comprendre les besoins de nos partenaires ; rester assis en Allemagne n'était pas suffisant pour maintenir un dialogue étroit avec nos partenaires, comprendre les défis et les causes profondes, et mieux concevoir le soutien

technique. Nous avons testé cette approche lors de la dernière phase, où les pays avaient au moins un membre du personnel sur le terrain, et nous avons reçu des réactions positives de la part des partenaires au niveau national. De nombreux prestataires d'assistance technique impliqués dans le Fonds mondial ne disposent pas de ce type d'infrastructures. Dans la plupart des pays, nous avons maintenant deux conseillers techniques et un responsable des finances et de l'administration pour gérer les opérations nationales. En plus de ces agents, nous recevrons également des détachements de le FCDO dans les six pays de le FCDO. Cela ne s'est jamais produit auparavant ; c'est une situation assez unique pour nous d'accueillir le donateur au sein de notre équipe.

BACKUP a également réduit son nombre de pays cibles. Historiquement, BACKUP apportait son soutien à plus de 40 pays et dans différents domaines en fonction de la demande du partenaire qui sollicitait un soutien. En examinant l'impact que nous avons, nous avons constaté qu'il était très difficile de mesurer les résultats ou de produire un impact lorsque nous ne faisons que des interventions uniques dans de nombreux pays. C'est pourquoi BACKUP a maintenant sélectionné des pays cibles où nous avons du personnel sur le terrain. Parallèlement à ces pays cibles, d'autres pays peuvent prétendre à un soutien basé sur la demande.

Le début de la nouvelle phase a coïncidé avec le début de la pandémie. Cela a-t-il affecté son déploiement, et comment ?

Je dirais que le déploiement et la vitesse de mise en œuvre ont été affectés de plusieurs manières. Ce qui nous a vraiment aidés, c'est que nous étions une équipe mondiale avant même la pandémie. Nous étions habitués à travailler à distance et à utiliser des outils numériques pour communiquer et nous coordonner entre nous au sein de l'équipe. Mais le niveau et l'intensité de ce travail à distance ont augmenté et notre façon de travailler a donc changé.

Nous avons également dû relever des défis pour mettre en place des opérations dans les nouveaux pays. Pour la partie de BACKUP financée par le FCDO que je dirige, nous n'avions des opérations existantes que dans un seul des six pays. Cela signifie que nous avons dû partir de zéro dans les cinq autres, par exemple en embauchant du personnel et en créant des bureaux, ce qui a pris beaucoup plus de temps que prévu initialement. L'évaluation des besoins, qui était l'une des premières étapes pour mieux comprendre les lacunes et les problèmes rencontrés par les partenaires, a été un défi. Nous avons eu des difficultés à trouver le bon type de consultants qualifiés, capables d'interagir dans un cadre hautement virtuel avec les parties prenantes au niveau national. Ainsi, même le lancement de cette première étape dans certains pays a été délicat.

La communication avec les partenaires a également été problématique : certains partenaires disposaient de peu de ressources et n'étaient pas préparés à commencer à travailler virtuellement. Nous avons prévu des ateliers pour les parties prenantes dans tous les pays comme étape suivante après l'évaluation des besoins. L'idée était de réunir toutes les personnes ayant contribué à l'évaluation, de valider ses conclusions et de convenir ensemble des domaines de soutien de BACKUP. En raison de la pandémie, ces ateliers ont dû se dérouler virtuellement, ce qui n'a jamais été notre intention. Nous avons remarqué que dans certains cas, nous perdions des aspects importants de la communication dans le format virtuel ; une présence physique est essentielle pour établir des relations de travail de confiance avec nos partenaires. Cela a donc été un défi. Nos partenaires sont également confrontés à des problèmes de connectivité. En outre, disposer des ressources nécessaires pour passer complètement à un mode de travail virtuel a également été quelque peu problématique.

Mais j'y vois aussi des effets positifs car je suis également passionné par la protection de l'environnement. Un effet secondaire plutôt constructif de la pandémie est que BACKUP a considérablement réduit son empreinte carbone, car les voyages en avion ont été interrompus pendant une longue période pour le personnel de BACKUP et les nombreux consultants avec lesquels nous

travaillons.

Comment la pandémie a-t-elle affecté les programmes du Fonds mondial et les autres programmes soutenus par les différents mécanismes de financement dans les pays que vous soutenez ? Cela a-t-il affecté le soutien que vous apportez à ces pays ? Si oui, comment ?

Les programmes du Fonds mondial ont connu des difficultés majeures. Il était alarmant de constater que les personnes qui avaient besoin de médicaments et de services de santé vitaux se heurtaient à des obstacles majeurs pour y accéder. Les systèmes de la chaîne d'approvisionnement ont été perturbés, les ressources humaines n'ont pas pu fournir le même niveau et la même qualité de services qu'avant la pandémie, ce qui a entraîné d'importantes interruptions de service. La continuité des soins a également posé de gros problèmes.

Le Fonds mondial a mis en place le mécanisme de réponse COVID-19 (C19RM) 1.0 puis 2.0 pour aider les pays à répondre à l'épidémie de COVID-19. Par exemple, BACKUP a rapidement aidé les pays à développer des propositions de C19RM car nous savions que les partenaires nationaux avaient un besoin urgent de ce soutien. Notre soutien technique s'est orienté vers l'aide aux pays pour accéder aux fonds de la C19RM. Dans certains cas, nous avons également aidé les pays à s'attaquer directement à la pandémie, par exemple en renforçant la capacité des ressources humaines à administrer les vaccins COVID-19 au Kirghizistan et au Malawi. Dans un cas, nous avons également fourni des équipements de contrôle de la prévention des infections. Toutefois, nous nous sommes abstenus de soutenir les produits de base, car nous savions que les partenaires nationaux mobilisaient des ressources importantes à cet effet. Nous avons également joué un petit rôle dans les évaluations rapides des installations autour de COVID-19 car les pays, en particulier les ministères de la santé et les départements de politique et de planification et de suivi et d'évaluation, avaient besoin d'informations beaucoup plus rapidement que le délai normal.

Alors que la pandémie continue de dévaster les systèmes de santé et de perturber les programmes soutenus par les institutions financières mondiales, sur quels domaines pensez-vous que BACKUP Health et les institutions financières mondiales devraient se concentrer pour s'assurer que les pays utilisent les ressources de manière efficace ?

Il y a des besoins immédiats, et puis il y a des besoins à long terme. En ce qui concerne les besoins immédiats, l'accent devrait être mis sur les principales lacunes découlant de la pandémie. À long terme, les pays devraient investir dans la mise en place de systèmes de santé, de partenariats et d'institutions plus solides et profiter de cette opportunité et de la disponibilité des ressources, maintenant que des fonds supplémentaires sont disponibles. Mais je pense que les pays doivent tirer parti de ces ressources et mettre en place des systèmes pour s'attaquer aux obstacles actuels auxquels ils sont confrontés, les envisager de manière plus durable et se préparer aux prochains défis sanitaires.

Lors de l'élaboration de la stratégie post-2022 du Fonds mondial, il a été beaucoup question de l'intégration de la préparation et de la réponse aux pandémies dans le portefeuille du Fonds mondial. Pensez-vous qu'il soit approprié que le Fonds mondial élargisse son mandat ?

Pour être honnête, je ne me sens pas bien placé pour faire des commentaires à ce sujet, car je travaille pour la GIZ et nous sommes des exécutants au nom de la France, de l'Allemagne, de la Suisse et du Royaume-Uni. Je dirais que cela dépend des futures stratégies de financement et de la manière dont elles contribueront à la mise en place de systèmes de santé durables, capables d'avoir un impact durable. La préparation à une pandémie exige que nous ayons les bons systèmes en place. Tout se résume donc à la manière dont ces nouvelles stratégies de financement donneront la priorité à l'équilibre entre, d'une part, l'obtention des bons résultats pour la maladie, comme le prévoient les Initiatives globales en santé, et, d'autre part, l'adoption d'une vision à plus long terme et l'investissement dans le renforcement des

systèmes. Cela permettra, nous l'espérons, d'obtenir de meilleurs résultats de la part des Initiatives globales, mais aussi dans une perspective plus large et plus durable.

BACKUP prévoit plusieurs ateliers pour les parties prenantes dans cinq pays cibles du FCDO en septembre 2021, après la tenue du premier atelier au Mozambique en juillet 2021, qui sera couvert par le GFO. Que devons-nous attendre de ces ateliers ?

BACKUP est axé sur la demande, ce qui signifie que nous répondons aux demandes de soutien de nos partenaires. Les prochaines étapes de la conception de notre nouveau programme sont importantes et passionnantes. Grâce à ces ateliers avec les parties prenantes, nous validerons l'évaluation des besoins mentionnée plus haut. Nous sommes sur le point de conclure cet exercice ici en Tanzanie. Je suis à Dodoma pour présenter les résultats de l'évaluation des besoins au ministère de la Santé, et peu après nous organiserons l'atelier.

Nous souhaitons également développer conjointement avec un large éventail d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux un accord sur les domaines que BACKUP devrait soutenir. Le format de l'atelier sera aussi participatif que possible, et impliquera toutes les parties prenantes dans la définition des domaines à soutenir par BACKUP.

Note de l'auteur : le GFO assistera aux cinq ateliers restants qui se tiendront en septembre 2021 dans les cinq pays du FCDO et rendra compte des discussions dans les prochains numéros du GFO.

[Read More](#)
